

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 370

Artikel: Malville, c'est pas fini!
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023806>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Malville, c'est pas fini!

« (...) Et puis, deux coups très durs pour nous. Jeudi matin, 7 juillet, premier coup dur. A cinq heures du matin, cinq cents CRS nous vident, confisquent le matériel, arrêtent six membres de la coordination du mouvement, dispersent tout le monde. Coup dur aussitôt surmonté : on se re-groupe, on se réorganise, on loge chez les habitants qui, révoltés par les procédés de la police, par les mensonges officiels (les jours passés s'étaient déroulés sous le signe de négociations avec le préfet, presque détendues...), nous accueillent à bras ouverts.

Conseillers municipaux en tête

Et nous contre-attaquons. Samedi 10, à 3 heures, deux mille paysans et trois mille écologistes chevelus se rassemblent au stade de Bouvesse et décident dans l'enthousiasme d'aller libérer le « ghetto de Faverges ». En effet des cordons de police condamnent depuis dimanche toute la région et les habitants des villages, exaspérés par ces tracasseries policières, effrayés par cette préfiguration du fascisme de l'électronucléaire, se révoltent. Un cortège part pour forcer les barrages, tracteurs et conseillers municipaux en tête. Dès notre arrivée, les barrages s'évanouissent littéralement. Encore une victoire ! Dans la joie, nous nous réinstallons sur notre ancien terrain.

Les robots en bleu

Vers 22 heures, deuxième coup dur. Les grenades lacrymogènes pleuvent; dix minutes plus tard, les sommations arrivent, accompagnées de grenades offensives. Cette fois, il n'y a rien à faire. Les manifestants assis sont matraqués, gazés, dispersés à nouveau.

Double jeu du pouvoir. Les robots en bleu cognent dur.

Certains paysans, éccœurés par les mensonges, par ceux de la presse aussi, durcissent considérablement leur position.

Nous devons nous réorganiser, retrouver ou rembourser le matériel disloqué, dormir un peu. »

Ces lignes, parmi d'autres, nous les recevions il y a déjà près de dix jours, de la part d'un lecteur décidé à nous raconter la vérité sur la manifestation organisée dès le 3 juillet sur le site du futur surgénérateur de Malville, sur territoire français, à 72 km de Genève (voir DP 359, notamment : « Malville, une bombe atomique à 72 km. de Genève »).

Ces faits, il nous est bien sûr impossible d'en confirmer l'exactitude mot après mot, fait après fait. Quel contraste en tout cas avec les déclarations officielles, toutes axées sur les efforts entrepris pour maintenir l'ordre dans la région !

Mais le plus frappant (!) n'est probablement pas ici la discordance entre manifestants et spécialistes du maintien de l'ordre sur l'interprétation des événements de Malville. Le plus frappant, au moins de ce côté-ci de la frontière, c'est le peu d'échos que l'entreprise du gouvernement français soulève dans les sphères officielles helvétiques, voire l'immobilité quasi totale dans laquelle le projet Super-Phénix laisse les très institutionnalisées courroies de transmission de l'opinion helvétique, tels que les partis politiques, pour ne citer qu'eux. Une fois de plus, il faudra passer par d'autres canaux que ceux de la démocratie traditionnelle pour que le débat ait véritablement lieu (voir Kaiseraugst). Nul doute que la Suisse ait ici un rôle important à jouer : on voit mal (les lignes de notre correspondant sont éloquentes à cet égard) que la technocratie parisienne et nucléaire accepte un dialogue avec des contestataires provinciaux, pis encore pratiquement frontaliers !

Cela dit, quelques notes d'actualité, puisque l'information ne suit que difficilement, à propos de Super-Phénix :

Un journal hebdomadaire

— Un bulletin « d'information et de liaison », qui devrait être hebdomadaire, vient de naître dans la région de Malville. Ses objectifs sont essentiellement axés sur la lutte anti-nucléaire (dont Malville est le point central) : « établir les faits et rétablir la vérité vis-à-vis de la presse « officielle » ; permettre la liaison et la circulation des expériences entre les différents groupes (commissions, associations, etc.) qui participent à l'action contre Super-Phénix, en France et à l'étranger; battre le rappel de tous les gens concernés en cas de coup dur; réaliser d'un numéro à l'autre une information complète scientifique sous forme de feuilleton ». Le premier numéro est daté du 19 juillet. Adresse : « Super Pholix », c/o Georges David, Le Poulet 01680 Lhuis (siège provisoire de la rédaction au couvent de Bouvesse; voilà un but de promenade de vacances...).

Fin des grands rassemblements

— Après leur dernière réunion, les opposants à Malville ont mis au point leur stratégie. Désormais le rassemblement devra se disloquer pour céder la place aux comités de villages et aux comités anti-nucléaires. De la force du refus local dépendra l'issue de la bataille contre Super-Phénix : on craint que les manifestants, à s'installer chez les villageois, ne leur deviennent à la longue, une charge. A partir de maintenant les manifestants se répartiront en petits groupes « non envahissants » autour du site et dans les villages, continuant le travail d'échange et d'information, participant aux travaux des champs. Une dizaine de groupes sont ainsi créés. Leur ambition est même de dépasser les limites de la région aux abords immédiats du site pour aller dans d'autres villages de l'Ain, de l'Isère ou du Rhône (« Libération », 16.7.1976).

— Adresse utile en Suisse : Comité contre Verbois nucléaire, case postale 225, 1227 Carouge (CCP 12-207 88, mention « Malville »).